



Région Languedoc- Roussillon

Championne de France de la hausse de la fiscalité

Comme pourrait le dire Arnaud Montebourg, la région Languedoc-Roussillon n'a qu'un seul défaut, son Président. Georges Frêche. D'ailleurs, même ses amis politiques partagent ce constat puisqu'ils viennent de l'exclure du Parti socialiste.

En effet, depuis 2004, la région Languedoc-Roussillon a battu plusieurs records : tout d'abord, celui de la hausse fiscale avec plus de +80 % d'augmentation sur les impôts fonciers et la taxe professionnelle. Ensuite, c'est la région qui a fait le plus parler d'elle... pour les outrances verbales de son Président.



Devant la Commission d'enquête parlementaire sur l'évolution de la fiscalité locale (audition du 19 avril 2005), Georges Frêche définissait ainsi sa conception de l'action politique : « deux ans d'impopularité, deux ans de calme et deux ans avec des fleurs et des petits oiseaux, et vous êtes réélu... »

Plus d'impôts, moins d'actions et plus de communication.

Ainsi pourrait se résumer la stratégie fiscale et budgétaire de la gauche en Languedoc-Roussillon. Dès 2005, la région battait le record de France pour la hausse des impôts, ponctionnant en un an les contribuables locaux de 94,5 millions d'euros supplémentaires.

Pour autant, la région ne fait rien pour les Languedociens.

Développement rural : le mépris !

Avec un état de la dette reconnu comme satisfaisant par l'audit commandé par Georges Frêche lui-même et malgré une hausse de 80 % de la fiscalité, les investissements ont chuté de 3 % entre 2003 et 2005. La nouvelle majorité s'est ainsi constituée une

confortable **cagnotte fiscale** grâce à la flambée des impôts qu'elle a imposée aux contribuables.

Lycées : des investissements toujours retardés

Dans ce domaine de compétence prioritaire de la région, l'ampleur de la communication est proportionnelle aux retards accumulés. En 2003, la majorité conduite par Jacques BLANC a investi dans les

lycées 1,5 fois plus que Georges Frêche en 2005 !

Lycées : le comparatif qui fait mal

Présenté comme une "priorité absolue" par l'actuelle majorité régionale, l'effort d'investissement dans les lycées subit une chute vertigineuse, passant entre 2003 et 2005, de 44,46 % des investissements réalisés à 24,20 %. Résultat : aucun crédit pour les lycées privés et les constructions de lycées

3 ANS DE HAUSSE DES IMPÔTS RÉGIONAUX

- Après les ménages touchés par une hausse de la taxe sur le foncier bâti de 81 %
- Après les commerçants, artisans et entrepreneurs, frappés par une hausse de la Taxe Professionnelle de 81 % ;
- C'est au tour des automobilistes de passer à la caisse du nouveau pouvoir régional avec une hausse de 30 % de la Taxe sur les Cartes Grises entre 2006 et 2007 et l'application d'un taux de 100 % sur la hausse de la part régionale de la TIPP (Taxe intérieure sur les produits pétroliers) décidée pour 2007.

neufs, dont la programmation avait fait l'objet d'un accord entre Jacques BLANC et le Rectorat... Ainsi, à titre d'exemple : Dans l'Aude, la livraison du lycée neuf de Lézignan est désormais renvoyée à "2010 et +". En Lozère, aucun investissement réalisé sur les lycées Chaptal et Peytavin depuis 2004. Dans les Pyrénées Orientales, 2 ans de retard pour le nouveau lycée de Canet-en-Roussillon. Sa livraison programmée pour la rentrée 2005 est renvoyée à 2007. Dans le Gard, 1 an de retard pour le lycée neuf de Villeneuve-lez-Avignon. Sa livraison programmée pour la rentrée 2006 est renvoyée à 2007.

Dans l'Hérault, 3 ans de retard pour le nouveau lycée de Lunel. Sa livraison programmée pour la rentrée 2006 est renvoyée à 2009. Le nouveau lycée de Béziers aura 4 à 5 ans minimum de retard. Sa livraison programmée pour la rentrée 2006 est renvoyée à "2010 et +"

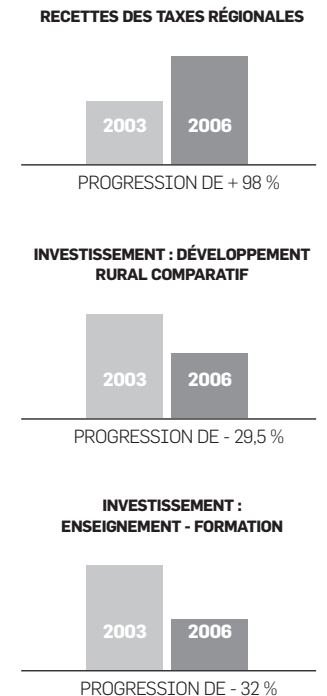
Aide à la production de logements sociaux : des annonces pour seul bilan

S'il est un secteur particulièrement sensible et dans lequel les annonces qui restent lettre morte sont intolérables à l'égard de nos concitoyens qui souffrent, c'est bien celui du logement social. Pourtant, sur un programme de 1,8 millions d'euros inscrits en crédits de paiement au budget de 2005, seulement 19.210 € ont effectivement été dépensés !

L'explosion des dépenses de personnel

Championne des Régions françaises... pour le matraquage fiscal de ses habitants, la région décroche un nouveau titre avec ce record national pour la progression de ses frais de personnel entre 2004 et 2005, qui atteint 32 %, pour un coût de 22 M€. Du 1^{er} janvier 2004 au 1^{er} janvier 2007, le nombre d'agents de la Région (hors personnel lié aux nouveaux transferts de compétence),

“ Malgré une hausse de 80 % de la fiscalité, les investissements ont chuté de 3 %.”



a progressé de 39 %, passant de 501 agents à 696 !

Un président outrancier et sectaire

Les citoyens du Languedoc-Roussillon n'ont pas eu à attendre longtemps pour constater un vrai changement à la tête de la Région. En effet, dès sa prise de pouvoir en 2004, le nouveau Président a voulu imposer le nom de "Septimanie" à notre Région par la force et sans aucune concertation. Le mouvement de contestation populaire, parti du pays catalan a fini par le faire renoncer à son projet. Mais, avec le même autoritarisme, il a imposé des noms aux lycées régionaux, contre l'avis des Conseils d'administration, des personnels et des élèves.

Personne ne peut mesurer à quel point Georges Frêche use de la menace de la suppression de subvention. La presse locale a d'ailleurs rapporté des propos qui se passent de tout commentaire :

L'OPPOSITION MUSELÉE

Le mépris souverain vis-à-vis des droits de l'opposition se traduit systématiquement par des entorses régulières aux règles élémentaires de la démocratie.

Le Président de Région nous refuse régulièrement la parole, au mépris de toute règle, allant jusqu'à s'opposer obstinément à l'édition d'un compte rendu intégral des séances, pourtant si nécessaire quand on connaît les débordements verbaux de cet homme.

On assiste à une parodie de débat en séance du Conseil régional. Ainsi lors du débat budgétaire, les groupes d'opposition ne disposent que de 10 minutes pour s'exprimer quand la Majorité disserte pendant plus de 2h30 sur le sujet !

La pratique qui consiste à couper le micro à un orateur qui a l'outrecuidance de soulever une question embarrassante pour l'exécutif régional est ici une pratique courante.

Les élus d'opposition ne sont d'ailleurs associés à aucun travail de fond sur les grands dossiers régionaux.

"Nous poursuivons les attributions de subventions à la tête du client" Il est vrai que cette pratique n'est pas nouvelle puisque à la tête de l'agglomération de Montpellier, il aurait déclaré selon la presse, à un élu de la Communauté d'agglomération qui s'oppose à une délibération : « *Vous votez contre ? Alors vous attendrez deux ans de plus pour le classement de la bibliothèque et de la piscine* ».

Au sein de l'administration, après la chasse aux sorcières pratiquée par la nouvelle équipe, un climat délétère s'est installé amenant cinq des nouveaux directeurs de services au départ.

C'est une des constantes de la méthode politique qui a cours depuis 3 ans en Languedoc-Roussillon et depuis 30 ans à Montpellier : Menacer pour soumettre. Cette pratique s'applique à tous les niveaux et dans

tous les secteurs d'activité.

Une presse menacée.

Comme dans tout système totalitaire, pour le "luder maximo", la presse doit se soumettre ou disparaître. Le quotidien régional "Midi Libre" en a fait l'amère expérience. Ce quotidien ayant eu le courage de publier une série d'articles pointant les échecs du Président de Région, a été immédiatement sanctionné pour ce crime de lèse-majesté.

En moins de 24 heures, "Midi-Libre" s'est vu retirer toutes les annonces légales et publicitaires émanant des structures maîtrisées par le Président de région (Conseil régional, Comité régional du Tourisme, Communauté d'agglomération de Montpellier,..) 2 millions d'euros de recettes publicitaires perdues pour avoir exercé librement son métier ! Ce qui apparaîtra encore plus stupéfiant, c'est que Georges Frêche avait clairement annoncé en séance publique du

Conseil régional, cette mesure de rétorsion visant à "supprimer les subventions à la presse" pendant un an. Cela se passe en France, au XXI^e siècle et le plus surprenant, c'est encore le silence des élus de la majorité de gauche et des associations de protection des droits de l'homme qui sont pourtant habituellement si prompts à manifester pour défendre la liberté de la presse.

Une majorité de gauche qui se ridiculise

Avec sa majorité, la méthode est la même : menacer pour soumettre. C'est ce qui vient de se passer à nouveau lors de "l'affaire de l'équipe de France de foot" avec la menace brandie par Georges Frêche en direction des quelques élus de sa majorité qui commençaient à manifester leur ras-le-bol, de retourner devant les électeurs. Il faut croire que les élus de sa majorité en ont peur puisqu'ils sont vite rentrés dans le rang, abandonnant au passage

“ Je suis sectaire, moi, et je le revendique. Je saignerai jusqu'à la dernière goutte toutes les villes de droite.”

Georges Frêche

un peu de leur dignité. Moins de 48 heures, après avoir médiatiquement claqué la porte de la majorité régionale au nom des valeurs de la République, les élus PC

sont rentrés piteusement dans les rangs, et ce n'est pas la promesse de création d'une "délégation régionale contre le racisme" qui pourrait justifier un tel

renoncement. Dans cette affaire, les responsables nationaux du PS ont d'ailleurs eux aussi fait l'objet de menaces brandies par Frêche à propos de révélations

fracassantes. Tout cela donne une image déplorable. Aujourd'hui, en dehors de la soumission, il n'y a plus de majorité au sein du Conseil régional. Les élus socialistes soutiennent leur président malgré son exclusion du PS le 27 janvier 2007.

verbales, le mépris permanent de la démocratie et des individus, ont révélé au public la véritable personnalité du Président du Conseil régional.

Le silence gêné de certains responsables socialistes ou les quelques marques de soutien d'élus locaux qui lui sont totalement inféodés, sont intolérables à tout républicain et à tout démocrate.

Les gaspillages de la communication :

Après la gabegie de la Septimanie qui a englouti plusieurs dizaines de millions d'euros entre 2004 et 2005, pour tenter, sans succès, de rebaptiser la région Languedoc-Roussillon, le Conseil régional poursuit sa politique de propagande permanente. La Commission d'enquête parlementaire sur l'évolution de la fiscalité locale avait déjà noté dans son rapport publié en 2005 une hausse de 53 % en un an des dépenses de représentation et de

“ Tu n'as pas voulu signer la pétition en ma faveur, tu peux faire tes valises.”
Georges Frêche

VERS UNE "CULTURE OFFICIELLE" EN LANGUEDOC-ROUSSILLON !

La politique culturelle de la Région n'est plus fondée sur la recherche de l'excellence et de l'aménagement du territoire. Le seul critère qui semble être retenu est d'ordre politique. Première étape, on "casse" tout ce qui jusqu'à présent a fait la renommée de notre Région : le Centre régional des Lettres, l'Itinéraire de la Danse, le Pôle régional des musiques anciennes, le Festival musical régional de musiques actuelles, le Centre Languedoc-Roussillon des musiques et danses traditionnelles. Deuxième étape, on coupe les vivres aux grandes manifestations Visa pour l'image, le festival des Voix de la Méditerranée, les Festivals de Maguelone et de St-Guilhem-le-Désert ou Le Festival de musique baroque en Gévaudan. Troisième étape, on reprend à son compte un certain nombre de ces manifestations en en confiant la responsabilité à des obligés. Quatrième étape, certaines aides sont rétablies comme celle accordée à Visa pour l'Image, non pas en raison d'un changement de doctrine culturelle ou d'une prise de conscience de l'importance de cette manifestation, mais simplement parce qu'à un moment, le Président de Région a eu besoin de se démarquer de son 1er vice-président Catalan. Dans d'autres cas, le rétablissement des

financements régionaux est soit conditionné par un contrôle des choix artistiques opérés (comme a tenté de le faire la Région avec le Théâtre Jacques Cœur) soit dans l'intention de faire croire que l'actuelle majorité innove ou sauve ce qu'elle a, elle-même, contribué à affaiblir (tel le pôle des arts du cirque d'Alès). Enfin, on annonce de grandes mesures en faveur des langues régionales, mais les décisions concrètes excluent, de fait, le Catalan du dispositif mis en œuvre. Oui, depuis de nombreux mois, une nouvelle politique culturelle régionale est à l'œuvre. Non pas au service de la liberté de création, mais sous la forme d'une culture officielle dans laquelle les petites structures qui irriguent le territoire sont asphyxiées. La reprise en main du secteur culturel est telle que la presse régionale s'est même fait l'écho de ce que "un haut responsable de la vie musicale montpelliéraine s'est vu signifier qu'il devait faire ses valises (...)" pour ne pas avoir signé la pétition de soutien à Georges Frêche après l'affaire des "Blacks" ! Le Président de Région lui aurait dit sans détour : "Tu n'as pas voulu signer la pétition en ma faveur, tu peux faire tes valises. Il n'y aura pas de session de rattrapage".

De telles outrances